



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général commun
Service interministériel de l'achat public**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Pouvoir adjudicateur

Préfecture de La Réunion

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le préfet de La Réunion

Objet du marché

**ORGANISATION DE LA
CONFÉRENCE DE COOPÉRATION RÉGIONALE DE L'OCÉAN INDIEN 2025
À LA RÉUNION**

*Marché public de services sociaux et autres services spécifiques
passé selon une procédure adaptée ouverte en application des articles R.2123-1 et R.2123-4 du
code de la commande publique.*

CCAP v0

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	<u>4</u>
1.1. Objet du marché.....	<u>4</u>
1.2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1.3. Procédure de passation.....	<u>5</u>
1.4. Forme et montant du Marché public.....	<u>6</u>
1.5. Durée de l'accord-cadre.....	<u>6</u>
1.6. délai d'exécution.....	<u>6</u>
1.7. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1.8. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>6</u>
1.9. Mesures de confidentialité et de sécurité - Obligation de discrétion.....	<u>6</u>
1.10. Dispositions générales.....	<u>7</u>
1.11. RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	<u>11</u>
1.12. Modification du marché – clauses de réexamen.....	<u>16</u>
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	<u>16</u>
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	<u>16</u>
3.1. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>16</u>
3.2. Variation dans les prix.....	<u>17</u>
3.3. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>18</u>
3.4. Modalités de transmission des pièces de paiement.....	<u>18</u>
ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	<u>19</u>
4.1. Retenue de garantie.....	<u>19</u>
4.2. Avances.....	<u>19</u>
ARTICLE 5. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	<u>19</u>
ARTICLE 6. Propriété intellectuelle et utilisation des créations.....	<u>20</u>
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	<u>20</u>
7.1. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire.....	<u>20</u>
7.2. Prise en charge des installations.....	<u>20</u>
7.3.	<u>21</u>
ARTICLE 8. GARANTIES des prestations.....	<u>21</u>
8.1.	<u>21</u>
ARTICLE 9. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION.....	<u>21</u>
9.1. Obligation de résultat.....	<u>21</u>
9.2. Obligation de conseil du titulaire.....	<u>21</u>
9.3. Publicité.....	<u>22</u>
9.4. Agrément et certification du Titulaire.....	<u>22</u>
9.5. Protection et sauvegarde des installations existantes.....	<u>22</u>
ARTICLE 10. Mesures de sûreté.....	<u>23</u>
ARTICLE 11. PENALITES, PRIMES.....	<u>23</u>
11.2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>23</u>
11.3. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>24</u>

ARTICLE 12. Report ou annulation de l'événement.....	<u>24</u>
ARTICLE 13. RÉSILIATION.....	<u>25</u>
ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	<u>25</u>

ARTICLE 1. OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les prestations, objet du présent marché, concernent l'organisation de la Conférence de coopération régionale de l'océan Indien 2025 à La Réunion.

Les tâches essentielles qui devront être effectuées par le titulaire sont :

- la coordination générale et le conseil stratégique pour la réussite de l'évènement,
- l'organisation et la coordination logistique et technique de l'évènement
- la communication et l'animation de l'évènement

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : La Réunion

Le lieu prévisionnel est : Saint-Denis, La Réunion (site en cours d'identification).

Les dates prévisionnelles sont : 28 et 29 novembre 2025.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées.

1.2. REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET FORME DES NOTIFICATIONS

Le marché est notifié par le préfet de La Réunion ou son représentant habilité.

1.2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le chef de service de la mission diplomatique de la préfecture de La Réunion ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG FCS) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG FCS) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG FCS).

2. Le chef de service de la mission diplomatique de la préfecture de La Réunion ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG FCS) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG FCS) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au

paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG FCS).

1.2.2. Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

1.2.3. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG FCS. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1.3. PROCÉDURE DE PASSATION

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles R.2123-1 et R.2123-4 du code de la commande publique.

1.4. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté par bons de commande.

Le présent marché public est conclu sans montant minimum, et avec un montant maximum fixé à 100 000 € HT.

Le montant estimatif du marché est de 80 000 € HT.

1.5. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est conclu pour une durée ferme de dix huit (18) mois.

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

1.6. DÉLAI D'EXÉCUTION

Les stipulations correspondantes figurent dans l'annexe de l'acte d'engagement.

1.7. PASSATION DES COMMANDES

Il s'agit d'un document écrit adressé au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre qui précise les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

La passation des bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

1.8. DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

Le marché ne comporte pas de tranches.

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché est composé d'un lot unique en application des articles L2113-10, L2113-11 et R2113-1 à R2113-3 du code de la commande publique. L'absence d'allotissement est justifiée pour motif technique, par l'impossibilité pour l'acheteur d'assurer lui-même les missions d'organisation, de pilotage et de coordination des prestations.

1.9. MESURES DE CONFIDENTIALITÉ ET DE SÉCURITÉ - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le non-respect des dispositions ci-dessous, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 11 du présent CCAP.

1.9.1. Mesure de confidentialité

En complément des dispositions de l'article 5.1 du CCAG FCS FCS, toute donnée générée par et pour l'exécution du présent marché dans un quelconque livrable est confidentielle.

Cette confidentialité s'applique à l'article 37 du CCAG FCS FCS « Régime des résultats ».

1.9.2. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Les services bénéficiaires et le titulaire s'engagent à respecter les dispositions légales en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et plus particulièrement les prescriptions dans cette matière applicables aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (cf. articles R4511-1 à R4515-11 du code du travail). Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter les dispositions légales portant sur les conditions de travail et sur la durée du travail effectuée, selon un cycle continu. De la même façon, l'administration s'engage à ne

pas faire obstacle à l'application desdites prescriptions et dispositions.

Le titulaire doit instruire l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurité prévus par la législation du travail, et notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

1.9.3. Obligation de discrétion

Le titulaire s'engage à observer une stricte obligation de discrétion pour tous les faits, informations, documents ou données dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment de divulguer ou de laisser divulguer, directement ou indirectement, tout ou partie de ces éléments, sans l'autorisation écrite préalable de la personne publique. Cette obligation s'impose pendant toute la durée du marché, ainsi qu'au-delà de son expiration, sans limitation de durée.

En cas de manquement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

1.10. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.10.1. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

1.10.2. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG FCS.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.10.3. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 134 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet"

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.10.4. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG FCS, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1.10.5. Désignation d'un référent

Le titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de la Préfecture de La Réunion pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

1.10.6. Réunion de lancement de la prestation

A la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée sous 5 jours ouvrés entre le titulaire et la Préfecture de La Réunion afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objet de permettre au titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et à la Préfecture de La Réunion de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation et remettre au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

1.10.7. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-3 du code de la commande publique et suivants, un attributaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition d'avoir obtenu du RPA l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En particulier, la déclaration des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant remise par le titulaire à l'acheteur comprend nécessairement la liste des niveaux de qualification pour chacun des intervenants.

Le RPA dispose de vingt-et-un (21) jours à compter de la remise de la demande d'agrément pour se prononcer sur la demande d'acceptation du sous-traitant. En l'absence de réponse dans ce délai, le sous-traitant est réputé être accepté par le RPA.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

1.10.8. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de

prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

1.10.9. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

1.10.10. Clauses sociales et environnementales

1.10.6.1. Clause sociale

Dans un souci de réduction des prélèvements de ressources, l'acheteur ambitionne de commander des prestations « zéro gaspillage alimentaire ».

Le titulaire conseille ainsi l'acheteur et le bénéficiaire dans le choix de prestations, en nature et en volume, les plus adaptées au format de l'évènement et au public.

À l'issue des prestations, le titulaire s'engage à développer une politique de don des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives. Les produits concernés sont les produits n'ayant pas subi une rupture de chaîne de froid. Le titulaire met en place un reporting pour l'acheteur, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaires.

1.10.6.1. Clause environnementale

Pour les prestations de nettoyage, le titulaire s'engage à utiliser, ou à exiger de ses cotraitants ou sous-traitants qu'ils utilisent, de produits labellisés type écolabel européen, NF Environnement ou équivalent.

Concernant les emballages, le titulaire ne doit utiliser que des conditionnements recyclables, recyclés et/ou réutilisables (consignes) sans suremballage plastique.

Afin de prioriser l'utilisation d'emballages recyclables/recyclés, de biens lavables et réutilisables aux biens jetables, le titulaire est tenu de proposer, selon le format de l'évènement, des solutions alternatives au plastique à usage unique : bouteille en verre, canettes en aluminium, carafes, bonbonnes, etc.

Les sacs poubelles sont éco labellisés NF Environnement ou équivalent. Le papier est recyclé ou éco labellisé écolabel européen, NF Environnement ou équivalent.

Pour l'ensemble des produits signalétiques, le titulaire intègre systématiquement dans ses propositions une offre en matériaux recyclés.

Pour les objets remis aux participants, le titulaire propose les produits les plus écoresponsables possibles. En particulier, il favorise le caractère réutilisable/réutilisé/recyclable des objets et favorise les produits dont la durée de vie est la plus longue. Il évite les produits composés de plastique et maximise l'utilisation de produits composés de plastiques recyclés.

Concernant les livraisons, le titulaire doit favoriser des modes d'acheminement peu polluants.

Le titulaire s'engage à respecter le cahier des charges Imprim'vert (ou équivalent) dans le choix de ses fournisseurs, en fonction de l'impact écologique des produits qu'ils proposent.

Concernant les déchets, le titulaire doit limiter la production de déchets à la source par la

réduction des emballages et le choix de produits moins dangereux pour l'environnement et la santé.

Le titulaire doit prendre des engagements liés à la gestion de ces déchets, tels que le tri sélectif, la gestion dans des filières spécialisées, le stockage des produits dangereux dans un local dédié et leur élimination par un prestataire compétent, conformément à la réglementation en vigueur.

A la fin de l'événement, le titulaire doit communiquer au SIAP un bilan exhaustif des résultats en matière de performance environnementale pour chaque poste de prestation mobilisé.

Le titulaire est par ailleurs tenu par les engagements pris en matière de développement durable figurant dans son offre.

Toute autre démarche en faveur du développement durable est vivement encouragée.

1.11. RGPD (RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES)

En application de l'article 5.2 du CCAG FCS, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

Le service bénéficiaire est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte du bénéficiaire les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après. Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques

Dans le cas présent, le responsable de traitement est le service bénéficiaire. Le sous-traitant est le titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du bénéficiaire, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) suivante (s) : invitations, relances, envoi d'informations en lien avec l'objet du marché et validées par le service bénéficiaire. La diffusion peut être sous forme papier ou/et numérique. Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 18 mois. La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, l'effacement ou la destruction. Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes : noms, prénoms, fonctions, coordonnées professionnelles. Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes : les agents des services de l'Etat impliqués dans l'organisation et les invités de la CCROI.

Mise en oeuvre du traitement

Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées du bénéficiaire figurant dans les documents particuliers du présent accord-cadre. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement chaque bénéficiaire ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le bénéficiaire de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information. Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé. A défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de chaque bénéficiaire pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD. Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation l'accord-cadre pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire (qui est, pour rappel, sous-traitant au sens RGPD), fait appel à un sous-traitant (au sens de la commande publique) pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit le bénéficiaire (le responsable de traitement au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si chaque bénéficiaire n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de chaque bénéficiaire, le titulaire doit présenter

son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de chaque bénéficiaire. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du bénéficiaire, de l'exécution des obligations du sous-traitant conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le titulaire informe chaque bénéficiaire de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec chaque bénéficiaire avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du bénéficiaire et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

Le titulaire doit pouvoir garantir, pendant toute la durée des prestations, que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre en qualité de sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein :

- De l'Espace économique européen ;
- D'un État tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD ;
- Ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'État tiers de destination, dans le strict respect de la jurisprudence.

La garantie du titulaire sur ce point doit non seulement couvrir l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le titulaire ou par les sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance...).

Le titulaire doit ainsi pouvoir garantir que les données traitées ne peuvent pas être rendues accessibles à des destinataires, y compris des autorités administratives ou judiciaires, situés hors de l'Espace économique européen sans que soit respecté le droit applicable, et en particulier le RGPD. Le titulaire détaillera les moyens mis en place pour y répondre.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à chaque bénéficiaire toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 5 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courrier électronique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à chaque bénéficiaire, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés,

CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de chaque bénéficiaire, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de chaque bénéficiaire, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 12 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que chaque bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Après accord écrit de chaque bénéficiaire, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ; • La description des mesures prises ou que chaque bénéficiaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide le service bénéficiaire :

- À la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- À la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

Mesures de sécurité

Le titulaire met en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel • Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement. Sort des données Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, chaque bénéficiaire informe le titulaire de sa décision relative au sort des données.

Chaque bénéficiaire peut demander au titulaire de :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;
- Renvoyer toutes les données à caractère personnel à chaque bénéficiaire ou au tiers désigné par chaque bénéficiaire. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

Délégué à la protection des données

A la notification de l'accord-cadre, le bénéficiaire communique au titulaire le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de chaque bénéficiaire comprenant :

1. le nom et les coordonnées de chaque bénéficiaire pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de chaque bénéficiaire ;
3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement. Les pénalités sont décrites à l'article 10.14 « Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel ». Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi

qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

1.12. MODIFICATION DU MARCHÉ – CLAUSES DE RÉEXAMEN

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article L. 2194-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- l'ensemble des précisions apportées au cours de la consultation, le cas échéant ;
- la mise au point, le cas échéant ;
- les bons de commandes passés sur la base de cet accord-cadre ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (cf. DC4) et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord cadre ;
- les avenants postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire.

L'exemplaire du Marché public conservé par la Préfecture de La Réunion fait seule foi. Les conditions générales de vente du Titulaire sont inapplicables.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1. CONTENU DES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3.1.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Le titulaire tient compte des marges pour risques et marges bénéficiaires ainsi que, de manière générale et forfaitaire, quel que soient les quantités à mettre en œuvre, de toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations qui composent la prestation, et notamment :

- Des frais de personnel quels qu'ils soient (y compris les heures supplémentaires, les charges sociales, assurances diverses) ;
- Des frais d'assurance ;
- Des frais d'achat ou de location de matériels, de mobiliers ou d'équipements ;
- De tous frais de déplacement ou de restauration des personnels du Titulaire et des intervenants nécessaires à l'exécution des Prestations.

Les frais résultants d'un ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

3.1.2. Ajout de prix

Si des prix sont manquants au Bordereau des Prix unitaires (BPU), ceux-ci peuvent être rajoutés sur présentation d'un devis du titulaire et après acceptation du pouvoir

adjudicateur. Les prix nouveaux seront ainsi rajoutés au BPU.

3.1.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par le service bénéficiaire

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

3.1.4. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2. VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont fermes.

3.2.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.2.2. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des

Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.3. PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3.4. MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PIÈCES DE PAIEMENT

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le code du service exécutant ;
- Le numéro du bon de commande (= numéro d'engagement juridique Chorus) ;
- Les dates des prestations ;
- la référence du marché ;
- la désignation explicite des prestations facturées ;
- la période d'exécution des prestations ;
- les coordonnées bancaires ;
- les prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC

ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

4.1. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

4.2. AVANCES

L'option A du CCAG FCS s'applique si le titulaire n'a pas refusé le versement de l'avance. Le versement de l'avance se fait dans les conditions de l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Ainsi, pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution dépassant les deux mois, une avance peut être versée. Le pourcentage est fixé à 30 % pour les PME et 5 % pour les autres.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 9.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 5. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES CRÉATIONS

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1. ACCÈS, CONSIGNES, PERSONNEL ET MOYENS DU TITULAIRE

Le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel du pouvoir adjudicateur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

7.2. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du pouvoir adjudicateur.

7.3.

ARTICLE 8. GARANTIES DES PRESTATIONS

8.1.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

ARTICLE 9. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

9.1. OBLIGATION DE RÉSULTAT

Le titulaire du marché est soumis à une obligation de résultat quant à la qualité des prestations objet du marché ainsi qu'au respect des délais d'exécution prescrits. Le titulaire s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires – notamment humains, organisationnels et techniques – pour l'obtention du résultat défini au CCTP. Il veille notamment :

- à la qualification et la formation du personnel,
- à l'utilisation de produits et matériels appropriés,
- à répondre aux résultats attendus par le bénéficiaire.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations vis-à-vis de l'administration. Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, à ses frais et sans augmentation des prix à l'acte d'engagement, pour l'exécution d'une prestation conforme. Il ne pourra invoquer au cours de l'exécution du marché sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique pour réclamer des suppléments au moment de l'intervention.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans le respect complet des normes, textes techniques, législatifs et/ou réglementaires en vigueur au jour de l'intervention et des règles de l'art de la profession ; ainsi que dans le respect de la périodicité définie.

9.2. OBLIGATION DE CONSEIL DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil et d'alerte à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée d'exécution du marché.

À ce titre, il s'engage à :

- Apporter son expertise pour orienter les choix techniques, logistiques, artistiques, ou organisationnels en lien avec l'objet du marché ;
- Signaler sans délai tout risque ou difficulté qu'il identifierait et qui serait susceptible d'affecter le bon déroulement de l'événement (contraintes réglementaires, risques de sécurité, inadéquation des moyens, délais, etc.) ;
- Proposer des solutions alternatives ou adaptations en cas de contraintes techniques, budgétaires ou réglementaires ;
- Veiller à la conformité des prestations proposées avec les normes en vigueur, notamment en matière de sécurité, d'accessibilité, de communication institutionnelle et de propriété intellectuelle.

Cette obligation de conseil s'impose pendant l'exécution des prestations.

Le manquement à cette obligation pourra engager la responsabilité du titulaire, notamment en cas de préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait d'une information erronée, d'un défaut de conseil ou d'un silence fautif.

En cas de non respect des stipulations des clauses suivantes, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

9.3. PUBLICITÉ

Le titulaire s'engage à ne faire paraître, sans l'accord écrit du pouvoir adjudicateur et de la personne résidente, aucune information ou publicité ayant trait aux prestations exécutées au titre du présent marché ou impliquant, de manière explicite ou implicite, le nom du pouvoir adjudicateur ou de la personne résidente.

9.4. AGRÉMENT ET CERTIFICATION DU TITULAIRE

Pour la réalisation des prestations, le Titulaire et ses agents doivent disposer des autorisations, agréments, certifications, diplômes et autres exigences normatives nécessaires à la réalisation des prestations.

Les personnels du Titulaire demeurent à tout égard les salariés de ce dernier. Ainsi tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire durant la période des prestations est entièrement pris en charge par le Titulaire.

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de respecter les règles en vigueur régissant leur profession, ainsi que celles relevant de la législation du travail.

En particulier, le Titulaire ou son sous-traitant doit se conformer à la loi du 12 juillet 1983 modifiée et à ses décrets d'application sur les entreprises de sécurité, ainsi qu'à la convention collective nationale du personnel des entreprises de prévention et de sécurité. Il doit être détenteur d'une autorisation d'exercer délivrée par la CNAPS.

Pour les prestations de sécurité, les agents du Titulaire qui interviennent sur les sites doivent être détenteurs d'une carte professionnelle délivrée par la CNAPS.

9.5. PROTECTION ET SAUVEGARDE DES INSTALLATIONS EXISTANTES

Le Titulaire prend toutes les dispositions et les précautions nécessaires pour ne causer aucune détérioration aux installations, équipements et revêtements existants sur le site d'exécution des prestations.

Le Titulaire prend des dispositions à cet effet et met en place les protections nécessaires.

La Préfecture de la Réunion se réserve le droit, si les dispositions prises lui paraissent insuffisantes, d'imposer au Titulaire de prendre des précautions complémentaires.

ARTICLE 10. MESURES DE SÛRETÉ

Le personnel du titulaire peut faire l'objet d'une enquête administrative de sécurité conformément à l'article L.114-1 du code de la sécurité intérieure. Le titulaire informe ses agents qu'ils sont susceptibles de faire l'objet d'une enquête administrative.

Pour la réalisation de l'enquête, le titulaire du marché transmet les pièces mentionnées dans cet article **dès la notification du marché** et au plus tard **avant le début des prestations**. En cas de remplacement de personnel, ces mêmes éléments doivent être transmis au service bénéficiaire *a minima* 48h avant l'intervention :

- Copie de la pièce d'identité en couleur et reco/verso (CNI, Passeport ou titre de séjour),
- Attestation employeur indiquant que son agent est dûment informé qu'il fait l'objet d'une enquête administrative dans le cadre de ses fonctions pour les sites de la Préfecture de La Réunion,
- Le tableau fourni par le service bénéficiaire, dûment complété.

Le titulaire doit informer le responsable de site de toute évolution dans les effectifs affectés à la prestation.

ARTICLE 11. PENALITES, PRIMES

11.1.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 150 € par heure de retard. Toute heure de retard commencée est due.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

11.1.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

En cas de non-respect des délais figurant au CCTP, il sera appliqué une pénalité de 150 euros HT par heure de retard.

11.2. PÉNALITÉS ET RETENUES AUTRES QUE RETARD D'EXÉCUTION

11.2.1. Pénalités pour non respect de la clause de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.9.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

11.2.2. Pénalités pour non respect de la clause de sécurité

En cas de non respect des obligations de sécurité fixées à l'article 1.9.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

11.2.3. Pénalités pour non respect de la clause de discrétion

En cas de non respect des obligations de discrétion fixées à l'article 1.9.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

11.2.4. Pénalités pour non respect de la clause relative à l'obligation de résultat

En cas de non respect de la clause relative à l'obligation de résultat fixées à l'article 9.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

11.2.5. Pénalités pour non respect de la clause relative à l'obligation de conseil

En cas de non respect des obligations de conseil fixées à l'article 9.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**.

11.2.6. Pénalités pour non respect d'agrément et de certification

En cas de non respect des obligations d'**agrément et de certification** fixées à l'article 9.4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **1000 €**.

11.2.7. Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

11.2.8. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**.

11.2.9. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

En cas de non respect des obligations en matière de sécurité des travailleurs, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 €**.

11.2.10. Pénalité relative à la non-conformité au niveau d'exigence souhaité

Si la gamme de produits livrée n'est pas conforme au niveau de commande (standard, intermédiaire, haut de gamme), le bénéficiaire pourra appliquer des pénalités.

De même, si les prestations associées ne remplissent pas le niveau d'exigence souhaitée, le bénéficiaire pourra appliquer des pénalités.

Les pénalités pour non-respect des prestations s'appliquent ainsi :

- Quantité livrée non conforme à la quantité commandée : 5% du montant commandé sur la ligne du BPU correspondante
- Gamme ou prestations commandées non respectées : 10% du montant commandé sur la ligne du BPU correspondante
- Saisonnalité des produits non respectée : 2% du montant commandé sur la ligne du BPU correspondante

11.3. PRIMES POUR RÉALISATION ANTICIPÉE DES PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 12. REPORT OU ANNULATION DE L'ÉVÉNEMENT

En cas de report ou d'annulation de l'événement objet du présent marché, quel qu'en soit le motif (force majeure, décision administrative, contexte sanitaire, impossibilité matérielle ou juridique), le pouvoir adjudicateur en informe immédiatement le titulaire par écrit.

1. En cas de report :

Le marché reste en vigueur, et le titulaire s'engage à adapter ses prestations aux nouvelles dates arrêtées, sans modification de prix, sauf si le report entraîne des prestations supplémentaires ou des coûts additionnels clairement justifiés.

Dans ce cas, une modification du marché pourra être opérée selon les dispositions des articles R2194-1 et suivants du Code de la commande publique (modification en cours d'exécution).

2. En cas d'annulation définitive :

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché de manière unilatérale, selon les dispositions de l'article L2195-1 du Code de la commande publique (résiliation pour motif d'intérêt général).

Le titulaire pourra alors prétendre à une indemnisation limitée aux dépenses engagées à la date de notification de la résiliation, dans la limite des justificatifs produits (engagements contractuels, acomptes non récupérables, frais préparatoires, etc.).

Aucun manque à gagner ni indemnité compensatoire liée au bénéfice escompté ne pourra être réclamé.

3. Cas de force majeure :

Si l'annulation ou le report résulte d'un cas de force majeure (au sens de l'article 1218 du Code civil), les parties sont dégagées de leurs obligations respectives, et le titulaire pourra être indemnisé à hauteur des dépenses justifiées et non récupérables, sans application de pénalités.

ARTICLE 13. RÉSILIATION

Outre les cas de résiliation pour fautes prévues au CCAG FCS, les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner la résiliation de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 41 du CCAG-FCS :

- Pour inexactitude des renseignements : Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre pourra être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire.

- Pour contravention à la réglementation du travail

La résiliation de l'accord-cadre peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnité s'il contrevient à la réglementation du travail.

- Résiliation pour motif d'intérêt général :

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général et lorsque les missions relatives aux bons de commande émis sont en cours d'exécution, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation. Son montant est calculé en appliquant un pourcentage de 5 % au montant initial hors taxes des bons de commande considérés, diminué du montant hors taxes des prestations déjà admises pour ces bons de commande.

ARTICLE 14. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article du présent CCP	Article auquel il est fait dérogation dans le CCAG-FCS
1.10.4 (assurance)	9.2
2 (pièces contractuelles)	4.1
4.2 (avances)	11.1
11.2.1 (pénalités pour retard d'exécution)	14.1.1 et 14.1.3

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, les dérogations au CCAG qui sont indiquées dans les articles du présent document s'appliquent même en cas de défaut de référencement dans le présent article.